



Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine

COMMUNIQUE DE PRESSE

GUINEE CONAKRY: DANGEREUX EMBALLEMENT DE LA VIOLENCE POSTELECTORALE

La Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (**RADDHO**) est scandalisée, indignée et fortement préoccupée par l'emballement et la montée de la violence ethno-politique en Guinée Conakry, accentué par la répression sans nuance des troupes de la FOSSEPEL. Pire ces actes ignobles sont accompagnés de pillages, de vols et de viols dont les principales victimes appartiennent à la communauté peule.

On compte une dizaine de morts sur l'ensemble du territoire national dont quatre (4) sont à la morgue de l'hôpital **Donka** et deux cent quinze (215) blessés dont trente six(36) sont hospitalisés.

- A l'exception de **Kaloum**, tous les quartiers de Conakry sont en effervescence, de même que toutes les préfectures de la Moyenne Guinée.
- A **Pita**, on compte deux morts (Amadou Lamarana Bâ, âgé de 14 ans et Abdou Aziz Diallo) et trente six(36) blessés.
- A **Labé**, on compte deux morts, Abdoulaye Kindy Diallo et Kosi enterré cet après midi ainsi que de nombreux blessés.

La haine intercommunautaire n'épargne pas la région forestière où on note des barrages à Nzérékoré et à Beyla. Les graves risques de généralisation, d'emballement de la violence et de réelles menaces de conflit interethnique ont amené le gouvernement de transition à décréter l'état d'urgence sur l'ensemble du territoire.

La Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (**RADDHO**) :

- **Condamne** avec force la répression aveugle et l'usage disproportionné de la force par des éléments de la FOSSEPEL qui n'hésitent pas à tirer à balles réelles contre des civils ;
- **Demande** l'ouverture immédiate d'une enquête judiciaire afin d'identifier tous les responsables de ces crimes afin qu'ils répondent de leurs actes devant les tribunaux guinéens ;
- **Appelle** les éléments des forces de sécurité à plus de retenue et surtout à bannir tout usage des armes à feu contre les populations civiles guinéennes ;
- **Invite tous** les leaders politiques et leurs partisans, toutes les organisations démocratiques et toutes les organisations de la société civile guinéennes, toutes tendances et toutes communautés confondues à travailler **ensemble, la main dans main**, à la restauration de la paix civile et au renforcement de la cohésion et de l'unité nationales;
- **Recommande** au prochain Président élu de la Guinée à inscrire comme priorité dans son programme : **Une conférence nationale post électorale sur la paix, la vérité, la justice et la réconciliation nationale** ;
- **Exhorte** la Communauté africaine et internationale à sortir de sa torpeur et de son silence par rapport à la violence et aux crimes qui se perpétuent en Guinée pour agir avec plus de vigueur et de détermination auprès des leaders politique, de la société civile et fondamentalement de l'armée pour éviter que la Guinée ne connaisse l'expérience tragique et désastreuse du Rwanda ou de la Côte d'Ivoire.

Fait à Dakar, le 17 novembre 2010

Le Président